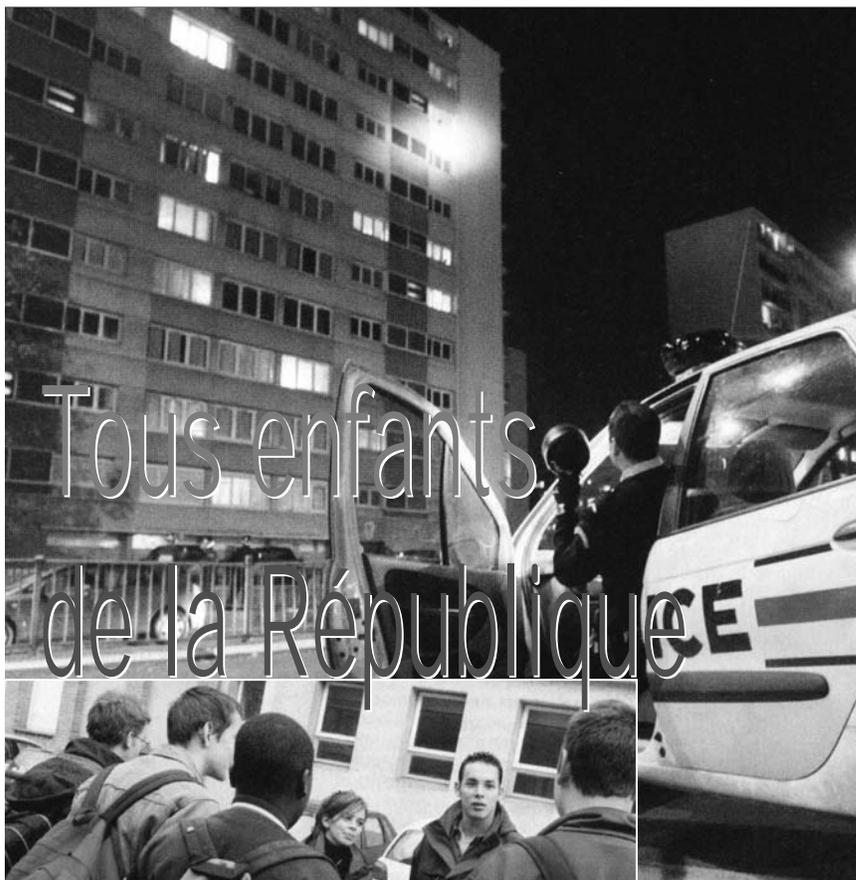


EDITO

Jours de colère

La France est en ébullition. Le fameux « Vivre ensemble » est en pleine déliquescence (le sociologue Pierre PASTEL le revisite avec justesse). Les violences urbaines servent de révélateurs aux injustices sociales dont la société s'est accommodée. Les discriminations à l'embauche intolérables et la ghettoïsation des minorités ethniques apparaissent plus crûment. L'anomie sociale devient plus saillante. La mise en place de l'état d'urgence est, en réalité, l'aveu d'impuissance des pouvoirs publics incapables de dialoguer avec la jeunesse des quartiers populaires. Il faut mesurer ces « soubresauts juvéniles » à l'aune des inégalités territoriales, des discriminations et du racisme ordinaire dont les jeunes Français d'origine non européenne sont victimes. Sans analyser en profondeur les mécanismes de la domination au sein de la société française et la violence symbolique qu'ils sous-tendent, force est de constater que les jeunes en remettant en cause et en n'acceptant plus les règles du jeu consensuelles (mais excluant pour eux), ont forcé le gouvernement à prendre des décisions importantes pour le développement social des quartiers populaires. Aucun jugement moral ne peut effacer la volonté d'intégration sous-jacente lors de ces mises en scène médiatiques. Jacques Attali, favorable à une discrimination positive temporaire, nous avait annoncé une révolte noire si les injustices contre cette minorité continuaient. Nous en avons eu quelques prémices durant ces 20 jours de colère. Dans ce climat de tension sociale, l'article 4 de la loi du 23 février en faveur des Français rapatriés indiquant que : « Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer notamment en Afrique du Nord » a jeté de l'huile sur le feu d'une autre manière. Certains sont passés maîtres dans l'art du cynisme, de l'injure au devoir de mémoire et du révisionnisme historique. Toutefois, après l'émoi suscité aux Antilles par le vote de cette loi scélérate le 29 novembre, Nicolas Sarkozy, « le nettoyeur de racaille au Karcher » a renoncé sagement à s'y rendre. La diatribe chargée de mépris du ministre de l'intérieur - destinée à racoler l'électorat de l'extrême-droite - a fait des émules. Messieurs les députés Raoult, Grosdidier, Benisti - auteur d'un rapport, décrit par Bernard Zongo, sur le bilinguisme qui serait le lit de la délinquance chez les populations immigrées - et le philosophe Finkelkraut se sont laissés glisser vers un populisme nauséabond. Le gouvernement préfère prudemment temporiser, face à la mobilisation des historiens, des fils d'immigrés et des Domiens. C'est tant mieux pour la cohésion sociale, le respect de toutes les filles et de tous les fils de la République qui aiment leur pays. À ce propos, l'apparition de mouvements citoyens de lutte contre les discriminations issus des minorités ethniques pourrait marquer l'avènement de la participation au débat démocratique des minorités ethniques. Nous devons fonder un nouveau modèle social qui permette l'effectivité du principe de l'égalité des chances. Ses soubassements pourraient être constitués par des moyens législatifs coercitifs contre les pratiques discriminatoires dans les domaines de l'emploi et du logement ainsi qu'une représentation politique équitable des Français d'origine non européenne Christophe Clergeau, conseiller régional répond d'une manière volontariste sur ce dernier point. Senghor, le visionnaire de l'universel, a écrit : « Il n'est pas impossible à l'action d'être la sœur du rêve ». Nous le croyons de plus en plus.

Louis Mohamed SEYE, sociologue, président de la Fédération Nationale des Associations Franco-Africaines (FNAFA), membre d'AFRICADOM (www.africadom.org).



Construire et vivre ensemble en France > p. 3

Quelques propositions pour un plan d'urgence > p. 3

Les Africains sont délinquants parce qu'ils parlent leur « patois » > p. 8

Diamé Dansokho : l'âme d'un bâtisseur > p. 10

Jacques Attali
Président de Planet-finance



« C'est l'inégalité qui est un problème pour la France, pas ses minorités » p. 2



Jacques Attali

Jacques Attali nous a accordé cette interview il y a quatre mois. Il nous prédisait déjà un drame dans les cités.

Docteur d'État en Sciences Économiques, diplômé de l'École Polytechnique (major de promotion), de l'École des Mines, de Sciences Po et de l'ENA, professeur, ancien conseiller d'État auprès de François Mitterrand, et Président de Planet Finance



« C'est l'inégalité qui est un problème pour la France »

En matière de diversité culturelle, la France a pris du retard par rapport aux pays anglo-saxons...

Pas vraiment, la France a beaucoup de défauts, je ne considère pas le modèle anglo-saxon comme un bon modèle. C'est un modèle de juxtaposition des communautés qui vivent chacune dans leurs univers sans vraiment avoir une intégration réelle. Je préfère le modèle français, avec ses faiblesses mais qui passe par l'unité de la langue, une culture laïque et une vie commune.

la discrimination positive...

La discrimination positive est un signe d'échec. « Il faut une discrimination positive parce qu'il y a un échec ». J'en tire la conclusion que si la discrimination positive s'installe durablement, c'est très dangereux parce qu'elle donne des quasi privilèges à certains, des voies d'accès particulières, mais en même temps elle les ghettoïse. Moi, je suis pour une discrimination positive, temporaire. Je pense la même chose pour le problème du quota des femmes, je pense que

La faiblesse du modèle français c'est l'extraordinaire inégalité de l'accès à la réussite qui existe également dans le modèle anglo-saxon. Un Noir ou un Hispanique a beaucoup moins de chances de réussir dans la société américaine qu'un Blanc. C'est encore vrai aujourd'hui. Dans les deux modèles il y a des faiblesses notamment au niveau de l'écart d'accès à l'égalité des chances.

c'est une erreur d'avoir fait des quotas durables. Et je ne comprends pas les gens qui sont pour la parité et contre la discrimination positive. C'est la même chose. Je suis cohérent, je suis pour la parité et la discrimination positive temporaire sur quinze ans.

Comment voyez-vous l'évolution, dans vingt ans, de la situation des minorités dites visibles de France ?

Pour moi, ces communautés et tous les individus qui les composent sont la chance de la France je suis optimiste pour la France grâce à eux, mais au contraire je ne suis pas optimiste pour eux en France. On voit apparaître dans la communauté africaine toute une série de gens qui ont envie de réussir et qui commence à le faire pas seulement dans le football et dans la musique mais aussi dans le monde de l'écriture, des affaires, de la politique, et je suis convaincu que dans vingt ans ça sera un formidable atout pour la France. Mais avec un grand problème à creuser dès maintenant. C'est l'inégalité qui est un problème pour la France, pas ses minorités. Elles constituent une chance et il est important de ne pas gaspiller cette chance en assurant une meilleure discrimination positive pour les jeunes, en particulier, et ce, à tous les échelons. Il faut généraliser par exemple l'expérience de Cergy avec l'ESSEC (NDLR: Ecole Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales), ne pas laisser passer les formes de manifestations racistes comme celles obser-

vées dans les discothèques récemment. Ce sont là des batailles absolument permanentes et dont la France bénéficiera. Je suis convaincu que tout cela réussira. Sinon, il y aura un jour un cauchemar, une violence noire. Car quand on regarde de près les choses, le continent le plus maltraité du monde c'est l'Afrique, ce n'est pas le monde arabe. Historiquement, il serait plus logique que la violence soit plutôt noire que musulmane. Et la sagesse africaine permet d'éviter cette violence mais ça ne durera pas.

Il faut être alors optimiste...

Quand on me demande si je suis optimiste, ou pessimiste, je prends l'exemple du football. Un spectateur d'un match, il peut-être pessimiste ou optimiste pour son équipe. Mais un joueur ne peut être pessimiste ou optimiste. Il joue, c'est un acteur. Pour un joueur, ça ne sert à rien d'être optimiste ou pessimiste, il faut jouer. Je pense qu'on peut gagner le match.

Avec Planèt Finance, on prête aux pauvres sans demander de garantie...

Vous êtes ici à Planèt Finance, une organisation qui se développe maintenant dans le monde entier. Nous travaillons dans soixante pays, un peu partout en Afrique. Nous aidons les gens par des micro-crédits. L'expérience montre que quelqu'un et les femmes en particulier, qui a des projets, lorsqu'on lui fournit de l'argent pour ce projet, il réussit. Il y a un potentiel de réussite de l'humanité bien supérieur à ce que les gens croient. Nous essayons donc de mettre ce potentiel au travail.

Propos recueillis par SA.

La dynamique de l'histoire

Quelle place occupera dans l'histoire de notre pays la dernière crise qui a touché nombre de communes ?

Il n'est pas aisé pour les témoins directs de grands moments historiques de prendre toute la mesure de la gravité des événements qui se déroulent sous leurs yeux. Mais les observateurs les plus sérieux s'accordent sans doute

pour admettre que nous sommes, avec les récents drames, dans la dynamique de l'histoire. Une dynamique qui voudrait que la moindre avancée sociale significative s'arrache dans la violence, si le dialogue de sourd persiste et même si cette violence peut, hélas, prendre parfois la forme de la barbarie. Ceux qui veulent réduire l'embrasement des banlieues à un simple jeu de mineurs en

mal de compétition médiatique se comportent en dangereux pyromanes. L'accumulation de frustrations, le déni permanent... font le cocktail de causes détonnant et alimenté en permanence par la surdité et la myopie politiques. Il est une constante prégnante qui caractérise les explosions ou violences sociales, ce sont les signaux prémonitoires qui émanent souvent des messa-

gers du peuple que sont les intellectuels, artistes éclairés ou encore des politiques et acteurs de terrain avisés. Ces médiums de choix du baromètre social ne prévoyaient-ils pas, en visionnaires, cet embrasement ? Derrière chaque révolution digne de ce nom se cache une quête d'émancipation qui anime tout individu épris de justice. Aujourd'hui, il est bien question de l'émancipation et (le terme n'est pas excessif) de celle des français issus des minorités visibles. A. S.

Quelques propositions pour un plan d'urgence dans les banlieues

À problèmes spécifiques des solutions spécifiques. Les mesures proposées par le gouvernement aux lendemains des émeutes sont loin de satisfaire les attentes des uns et des autres dans les cités. Mais surtout de régler durablement les problèmes. Aussi, n'est-il pas certain qu'en cas d'alternance politique les mesures prises soient maintenues. Une union sacrée de tous les partis républicains autour d'un plan d'urgence durable pour les banlieues était nécessaire. Nos propositions :

Contre la délinquance dure

- Restaurer l'autorité parentale en créant un collège de parents dans nos cités pour d'une part, aider les femmes qui élèvent seules leurs enfants et d'autre part, pallier la carence de l'autorité parentale dans certaines familles. L'expérience a déjà connu des résultats concluants partout où elle a été mise en œuvre.



- Organiser des stages « d'aguerrissement disciplinaire » au sein de l'armée pour les jeunes « caïds » afin de leur éviter la promiscuité et les influences perverses des prisons qui les rendent plus virulents.

- Généraliser et adapter la méthode de l'éloignement à travers les chantiers de solidarité internationale. Les promoteurs de ces chantiers et les jeunes sont unanimes quant aux vertus structurantes de ces projets.

- Autoriser les jeunes de 13 - 16 ans, touchés par la pauvreté, à gagner leur argent de poche en contrepartie de petits services rendus aux voisins, dans leurs quartiers...

Contre le chômage, fixer un objectif de 5 %

Sortir de la logique jacobine du traitement du chômage et mettre à la disposition des communes qui connaissent un taux de chômage très élevé des moyens importants pour lutter contre ce fléau. Une aide assortie d'une obligation de résultat : celle de ramener le taux de chômage à 5 %. Promouvoir des structures de financement publiques de proximité dans les communes pour financer tous les projets associatifs et à but lucratif. L'accès aux crédits de financement doit être rapide, facile et avec moins de tracasserie administrative. Redonner une deuxième, une troisième chance à tous les créateurs d'entreprise.

Favoriser la diversité républicaine dès maintenant

Des nominations au sein du gouvernement et de la haute administration de personnalités issues de minorités visibles auraient été hautement symboliques et permis de rattraper le retard pris concernant la représentativité républicaine. Les Français y sont désormais majoritairement favorables.

- Imposer dès maintenant et sur une période déterminée un quota concernant la présence de personnalités issues de minorités visibles sur les listes électorales et en position éligible.

A.S.

Vivre ensemble

"Ce n'est pas assez, d'avoir l'esprit bon, mais le principal est de l'appliquer bien". Descartes

Vivre ensemble: deux jolis mots accolés. Mais le mot n'est pas la chose. Vivre ensemble, c'est s'intégrer mutuellement. Mais qu'est ce qu'intégrer?

Intégrer c'est accepter pour les autres tous les droits que nous nous autorisons et toutes les obligations que nous nous imposons.

Construire le Vivre-Ensemble tout comme faire une politique d'intégration c'est donc faire fonctionner tous les ressorts du bien-être individuel et collectif, tous les ressorts du mieux être social.

C'est la volonté d'alimenter la paix civile et de faire taire les zones et les

pratiques d'exclusion, de discrimination.

L'efficacité d'une telle politique commande que la réflexion, les actions soient menées tant en direction des populations perçues comme ayant besoin d'être accueillies, intégrées qu'en direction (et ce de façon significative) de celles qui se perçoivent de "souche ou d'accueil".

Le Vivre-Ensemble, l'Intégration..., la Citoyenneté..., sont d'abord un état d'esprit qui commande une attitude et un entraînement permanents par rapport à soi-même et par rapport aux autres.

Ceux qui jettent de l'huile sur le feu

Depuis les émeutes des banlieues, certaines personnalités publiques se défoulent, via les médias pour diffuser des discours qui font mal.

Insidieusement, on « lepnise » les esprits alors que l'apaisement est de mise désormais. Pourquoi cette escalade? Que recherchent les auteurs? Livrer à la vindicte populaire ceux qui souffrent et osent désormais le dire?

C'est un état de conscience qui devra précéder toute action politique sur le terrain qui se veut éclairée et efficace. Il doit habiter tout particulièrement ceux qui ont en charge à quelque niveau que ce soit de transformer la théorie en réalité.

La transformation de ces idées forces en réalité, c'est-à-dire en résultats spécifiques et mesurables, ne peut se faire de façon unilatérale. Car « l'opération unilatérale serait inutile parce que ce qui doit arriver peut seulement se produire par l'opération des deux ». Hegel

On n'intègre donc pas tout seul, on ne s'intègre pas tout seul. Mais qui intègre qui?

On ne vit pas sa citoyenneté tout seul. Est-on vraiment prêt à vivre pleinement sa citoyenneté et à permettre à l'autre de la vivre de façon totale?

Pierre PASTEL, Sociologue/Psychothérapeute.



Les émeutes suscitent plusieurs interrogations

Les fondamentalistes religieux

Les fondamentalistes religieux pacifient les quartiers...

De nombreux quartiers difficiles n'ont pas brûlé. Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer ce semblant de paix.

Il y a d'abord le rôle positif de certaines actions de proximité menées conjointement par les travailleurs sociaux et la police, c'est le cas à Dammari-les-Lys où l'association « bouge qui bouge » a fait bouger les choses. Mais le rôle de certains religieux

musulmans a été déterminant. La pression sur les jeunes de la part de ces religieux est très importante. Certains obéissent aux ordonnances des prêches ou « fatwas ». Au Val Fourré où on sait ce que c'est qu'une émeute, les jeunes musulmans sont tenus à carreau par le poids des traditions et des interdits. Ainsi les jeunes seraient moins enclins à consommer de l'alcool dans les quartiers à majorité arabe que dans les quartiers kabyles par exemple. On comprend, alors pourquoi le Val Fourré est resté calme. Les religieux proches des Frères musulmans ont « veillé au grain » dans cette ville.

Pourquoi les Noirs sont majoritaires dans les émeutes ?

Lorsqu'on constate que, dans une ville comme Amiens, que les auteurs de violences urbaines sont pour une très grande majorité des Français picards de « souche », il est difficile de croire qu'on a assisté à une révolte « d'Arabes et de Noirs » contre les « Français ».

Mais tous les témoignages concordent pour constater que de jeunes Noirs, du moins ceux qui sont d'origine africaine, ont été majoritairement en pointe dans les cités. Pourquoi ? Il faut dire qu'ils représentent, désormais, la majorité des habitants des cités, et qu'ils cumulent sur leur tête les fléaux sociaux qui accablent les jeunes issus de l'immigration : extrême pauvreté, ségrégation, discrimination, racisme plus affirmé à leur encontre, désocialisation familiale, désstabilisation culturelle... Les Français d'origine maghrébine arrivent, certes péniblement, à mieux grimper l'échelle sociale que les Noirs.

Que font les parents ?

Les parents ont été pointés du doigt. Que peut-on attendre de parents régulièrement convoqués par les services sociaux ou humiliés à la brigade des mineurs parce qu'ils ont frappé leurs enfants ?

De plus en plus de mères de familles, élevant seules, leurs enfants ont baissé les bras et se plaignent à leur tour auprès des élus parce qu'elles font l'objet de violences de la part de leurs fils qui sont prêts à tout pour se procurer de la drogue ou de l'alcool. Beaucoup d'enfants qui basculent dans la violence sont élevés par des femmes seules et qui ont des horaires de travail incompatibles avec la disponibilité qu'exige leur rôle de mère éducatrice.

A.S.

« Discriminez-moi »

La valeur n'attend pas le nombre des années. Karim Amellal en est une illustration. *Discriminez-moi*, un ouvrage qu'il vient de publier à 27 ans à peine témoigne de sa précocité intellectuelle. Le livre est un réquisitoire en règle sur les inégalités et la discrimination dans notre pays « Mes parents sont lettrés, j'ai réussi parce que j'avais, contrairement à mes camarades de cité, tous les codes culturels sur le rôle de l'école et celui des valeurs », nous confiait ce jeune auteur diplômé de Sciences-Po.

Interview



« Discriminez-moi ». Pourquoi le choix de ce titre ?

Le titre fait référence à l'une de mes propositions dans le livre. Je me prononce en effet pour une discrimination positive, même si j'ai une position très nuancée sur le sujet. La discrimination positive se justifie, du fait de l'accumulation des inégalités et du retard énorme pris pour solutionner ces problèmes. Il faut aujourd'hui envisager des mécanismes compensateurs et la discrimination positive en est un.

Quel schéma directeur pour lutter efficacement contre les discriminations ?

La diversité culturelle est le fil rouge. En France, les élites ont peur de la diversité culturelle. Les clichés, les préjugés ont encore la vie dure. On observe une inertie manifeste ainsi qu'une instrumentalisation systématique dès qu'il y a une avancée quelconque. On n'a plus rien à attendre des hommes politiques.

La solution ?

Il faut que nous arrivions tous à créer une mouvement apolitique en faveur des droits politiques et de l'égalité des chances. Une force qui ne soit pas embrigadée politiquement et dépasse les clivages ethniques, religieux etc.

Propos recueillis par A.S.



Violences urbaines : sortir de la crise

Les parents, les médiateurs, les travailleurs sociaux ont participé activement aux débats. Les artistes du Hip Hop et le Collectif Tolérance Zéro très présents dans les quartiers touchés par les émeutes, ont pris part également aux débats.

Francine Bavay, vice-présidente de la région Ile de France a, dans une analyse pertinente de la situation en a rappelé qu'au-delà de la violence qui est condamnable, les jeunes ont voulu surtout envoyer des messages de révolte par rapport à la situation d'injustice qu'ils vivent. Des idées très intéressantes ont été émises par les femmes relais. Elles ont proposé, entre autres, la mise en

place d'un conseil consultatif des parents, l'extension à tous les quartiers difficiles d'une maison des parents, d'un service civil solidaire humanitaire. À ce sujet, Banlieues du Monde organise fin décembre 2005 un séjour de solidarité humanitaire en Afrique (Maroc, Sénégal, Bénin, Mali, Burkina) avec 100 jeunes.

C'est Ibrahima Sorel, président de Banlieues Du Monde, qui a eu le mot de la fin par l'annonce d'une série d'initiatives dont la publication d'un livre blanc résumant les principales propositions formulées ainsi que l'organisation d'une caravane citoyenne dans les quartiers à la fin de l'année.

I.S.

La diversité républicaine : les Français sont prêts

La société française est-elle actuellement bien représentée par les hommes politiques ? 9 % seulement de Français répondent positivement selon une enquête de l'institut de sondage C.S.A. réalisée au mois d'octobre dernier. Ils sont 57 % à estimer qu'il est important que plus de jeunes, de femmes et de personnes issues de l'immigration exercent des



Madeleine Siopathis, Maire adjointe à Coulaïne

responsabilités politiques. Les mentalités ont beaucoup évolué sur la question et la société est plus en avance qu'on ne le croit. Maintenant les hommes politiques ne pourront plus dire qu'il est risqué de présenter un Maghrébin ou un Noir comme tête de liste.



Ibrahim Edjem, maire adjoint à Aubervilliers



Soihili Baca, conseiller municipal à la Courneuve

La première Fédération « noire » vient de voir le jour à l'Assemblée nationale

Elle regroupe désormais depuis le 26 novembre 2005 plus d'une soixantaine d'associations. Selon les explication de Stéphane Pocrain, l'un des soutiens au projet « Le vrai problème est que l'État (...) s'organise pour écarter des postes à responsabilités les enfants issus de la colonisation (...) À nous de montrer que les noirs ne constituent pas un problème mais font partie de la solution ».

Vote des immigrés aux élections locales : Sarkozy donne le la au sein de la majorité

Les professions de foi tombent comme des petites bombes à petites déflagrations sur le microcosme politique jetant des troubles philosophiques au sein de sa famille politique et causant dans la foulée quelques dégâts collatéraux sur le fonds de commerce idéologique de l'opposition. Convenances politiciennes ou pragmatisme d'un homme politique atypique ? À l'évidence l'artisan de l'abrogation de la double peine, l'orateur hors pair n'a jamais été à l'aise quand il aborde avec ses interlocuteurs les raisons de son opposition au droit de vote des immigrés aux élections locales. Et pour cause. On chercherait en vain la moindre cohérence entre d'une part, son adhésion à la suppression de la double peine, à la discrimination positive et d'autre part, son opposi-

tion au droit de vote des étrangers extra-communautaires installés de longue date et en situation régulière. « N'ayons crainte d'importer de chez nos voisins ce qui marche », martèle souvent le président de l'UMP pour dénoncer le carcan de la « spécificité française » dans lequel s'enlisent certains hommes politiques. Qui oserait se plaindre de la chute spectaculaire du nombre de tués sur nos routes ? Faudrait-il le rappeler, nous devons ces milliers de vies sauvées, au droit de regard sur ce que font nos voisins d'outre-Manche en matière de sécurité routière ? Mais surtout au droit de pouvoir l'expérimenter chez nous, alors qu'on avait l'impression « d'avoir tout essayé » contre le carnage sur nos routes ? Aussi, les avancées enregistrées en matière d'intégration par les pays

européens qui ont donné le droit de vote aux étrangers ne méritent-elles pas aussi toute notre attention si l'on veut éviter que l'addition sociale d'une politique d'intégration en panne ne soit trop salée ?

Qu'on le veuille ou non, il existe désormais une méthode Sarkozy qui transcende les clivages idéologiques et pourrait brouiller les cartes lors des prochaines échéances électorales.

A.S.

Atelier un devenir pour tous

Vous avez entre 18 et 30 ans - Vous recherchez un emploi
La FNAFA - Fédération Nationale des Associations Franco-Africaines
 vous propose un atelier d'écoute, d'orientation et d'accompagnement dans votre recherche d'emploi. L'atelier se déroule en trois étapes :
 - Bilan de compétence: la connaissance de votre centre d'intérêt.
 - La conception de votre CV. - La découverte des métiers.
 Tél. 01 49 74 76 90
Maison du citoyen et de la vie associative
 (salle P13) 16, rue du Père-Aubry
 94120 Fontenay-Sous-Bois

Interview

Le congrès du Mans fera-t-il tâche d'huile dans l'histoire du Parti ?

Le congrès du Mans ne restera pas comme un congrès historique mais comme un congrès utile. La priorité a été donnée au rassemblement des socialistes. Cela permet de mobiliser toutes les forces du PS pour préparer une alternative à la politique de la droite en 2007. Face aux déchirures de la société française et à la politique de casse sociale du gouvernement, le PS se devait de donner un signe d'espoir à tous ceux qui attendent un changement de politique, un changement dans leur vie.

57 % des Français sont désormais favorables à ce que des personnalités issues de l'immigration exercent des responsabilités politiques. Avez-vous l'impression que le congrès du Mans a pris en compte cette volonté ?

« Au PS, le pouvoir est concentré entre les mains des baby boomers »



Le Parti Socialiste est à l'image de la société française. Le pouvoir y est concentré entre les mains des « baby boomers », des hommes, blancs, âgés entre 50 et 65 ans, qui sont à l'image des adhérents du parti. Dans les années 80 et 90, beaucoup de temps a été perdu en terme de rénovation et de renouvellement. Il est indispensable d'ouvrir le PS sur la société pour augmenter le nombre de ses adhérents et rapprocher sa composition sociologique des réalités de la société française. Parallèlement nous devons à la fois mettre en œuvre la

parité entre femmes et hommes, donner toute leur place aux français issus de l'immigration, et assurer le renouvellement des générations. Le Conseil National du PS, son « Parlement », compte désormais à l'issue du congrès du Mans 10 % de français issus de l'immigration. C'est une victoire que nous devons à la volonté politique de François Hollande mais ce n'est qu'une étape. Pour les élections législatives, nous devons réaliser un tiercé gagnant : plus de femmes, plus de jeunes et plus de français issus de l'immigration dans les circonscriptions gagnables. François Hollande a fixé cet objectif au Mans, au PS désormais d'agir collectivement pour le tenir.

Christophe Clergeau, 37 ans, Nantes Conseiller Régional des Pays de la Loire et membre de la direction nationale du PS



CERCLE D'ACTION POUR LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ EN FRANCE

Minorités ethniques en politique : L'hypocrisie des partis politiques

Un récent sondage (1) vient de le démontrer avec éclat : Les Français sont majoritairement favorables à l'accès des minorités ethniques en politique.



Patrick Lozes
Président de CAPDIV

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement quand on sait que lors des dernières élections unilatérales représentatives, les élections législatives de 2002, les candidats issus des minorités ont obtenu des scores en tous points comparables à ceux des autres candidats ?

Il n'y a donc plus que pour une poignée d'irréductibles que l'arrivée des minorités en politique poserait problème : les responsables politiques. Encore que, même pour eux, et surtout pour eux, l'argument électoral qui consistait à annoncer qu'un Noir ou un musulman représenterait un risque de perte de voix lors d'une élection, n'est tout simplement plus recevable.

Il devient donc légitime de se demander s'il n'y aurait pas une raison plus profonde à cette situation d'invisibilité politique des minorités visibles.

Reportons-nous un peu en arrière, au moment des élections régionales de 2004. Tous les responsables politiques juraient la main sur le cœur qu'ils étaient pris au dépourvu, qu'il fallait donner du temps au temps, que tout serait en place pour les prochaines élections... Balivernes !

Aujourd'hui, à deux ans des grandes échéances nationales et à trois des élections municipales, le silence des partis politiques et souvent des mêmes responsables sur leurs intentions reste assourdissant.

Pourtant n'est-ce pas au moment où les programmes ne sont pas encore ficelés, qu'il faudrait penser cette question ? N'est-ce pas bien en amont des élections qu'il faudrait créer les conditions d'une vraie réflexion pour la mise en place de réponses adaptées ?

Au fond, l'objectif des partis politiques est-il vraiment d'en finir avec cette invisibilité des minorités ? Il est curieux que tous la dénoncent mais qu'aucun, à ce jour, ne propose le moindre début de réponse.

La politique, la vraie, n'est pas ici au menu, au contraire des intrigues, des ergoteries, des faux-semblants et des combinaisons. Il n'y a évidemment

pas de « politique » sans calculs, sans ambitions, mais quand plus rien d'autre n'existe, cela questionne.

Dans un autre sondage (2), les Français disent à tel point leur ras-le-bol du statu quo et des oppositions de façade, que 55 % d'entre eux se disent favorables à un gouvernement d'union nationale. Rendons hommage à cette lucidité et à ce même bon sens qui fait qu'à l'intérieur de CAPDIV (Cercle d'Action pour la Promotion de la Diversité) par exemple, travaillent des responsables politiques, de gauche et de droite, des personnes affichant des sensibilités différentes. Pour s'attaquer aux problèmes qui se posent à tous, certains clivages sont contre-productifs...

(1) Sondage réalisé par le Journal « Le Parisien ».

(2) Sondage CSA-Profession politique réalisé le 12 octobre 2005 auprès de 1003 personnes âgées de 18 ans et plus

L'Afrique et la colonisation

À propos de l'article 4 de la loi du 23 février 2005



Saliou Diallo,
Président d'AFRICADOM (Collectif des
Originaires d'Afrique et des DOM), Maire
adjoint d'Evry (91) (www.africadom.org)

L'article 4 de la loi du 23 février 2005 recommande que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices de combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit. »

Cet article jette la confusion quant à la place donnée en France à l'inscription du passé dans le présent et dans l'avenir de la République et quant au rôle de ce passé dans la construction des identités individuelles et collectives à des fins démocratiques. Son esprit va à l'encontre de l'inclusion de la diversité dans la société contemporaine.

Tout cela ne fait qu'encourager les amalgames pourtant déjà si foisonnants et montre à quel point le gouvernement actuel fait preuve d'une absence totale de clairvoyance quant à la dissolution sociétale dans laquelle est actuellement plongée la France.

L'histoire coloniale...

L'histoire est plurielle, pétrie de contradictions et de revirements. Le point de départ de l'histoire coloniale est un rapport de domination et de soumission de peuples à l'égard d'autres peuples (sont incluses les autres colonisations européennes) et cela à l'aune d'une géopolitique mondiale. Il serait totalement inapproprié de vouloir faire apparaître les bienfaits acquis par les peuples colonisés (la vaccination par exemple) comme le résultat de cette domination considérée comme faisant œuvre civilisatrice, cela participe d'une pensée impérialiste. À l'échelle d'un monde global, il est plus juste de considérer que selon les époques et les

lieux, certains bénéficient ou non des avancées de la science et de la technologie au regard de conjonctures singulières. Cela étant posé, il y a à explorer le passé au regard des forces et des faiblesses en présence, des rôles socio-politiques des uns et des autres, au regard des valeurs et des idéologies efficaces à une période donnée...

Nous-mêmes, les Originaires d'Afrique sub-saharienne, partie du monde qui a été la plus touchée par l'esclavage et la conquête coloniale, sommes modelés par cette histoire traversant les siècles et les territoires. En tant que français, fils de colonisés, fils et petits-fils de tirailleurs sénégalais, et aussi en tant qu'enfant de la décolonisation et des Indépendances, en tant que parent enfin et grand-parent un jour prochain, nous souhaitons que nous soient apportées des clés de lecture et de compréhension de ce passé, c'est le rôle des historiens-; nous souhaitons transmettre à nos enfants ce qui nous a été transmis. La connaissance historique comme la transmission de la mémoire sont autant de pierres qui permettent de construire un cadre de référence dans lequel vont pouvoir se développer des identités individuelles et collectives, sincères et confiantes.

Nous attendons de l'école de la République qu'elle serve réellement cette République et non la tronque en pro-

longeant indéfiniment le malaise colonial sous quelque forme que ce soit - glorification comme victimisation-. Nous attendons de cette école qu'elle soit en capacité de proposer à chacun équitablement ce qui lui permettra de se construire et de se sentir appartenir à la même société que son voisin. Si la République et ses institutions n'en prennent pas la mesure, elles courent le risque d'avoir en leur sein des contestataires et des refoulés. Nous prenons résolument part à cette société d'aujourd'hui, moi-même qui suis élu de la République, j'en fais la démonstration à chaque instant. Nous avons effectué la démarche de nous distancier en pensée et en acte d'un rapport dominé/dominant intériorisé et des attitudes qu'il induit. En toute réciprocité, nous invitons chacun à son niveau à se dédouaner du rapport dominant/dominé, cette fois-ci en réalisant l'introspection nécessaire et en la traduisant dans ses agissements. Nous ne laisserons pas notre pays s'engluer dans des positions rétrogrades en complet décalage avec les attentes et les besoins d'une société plurielle en marche. Nous comptons bien poursuivre notre combat en faveur de la représentation de la diversité républicaine, notamment en politique.

En conséquence, je vous invite à faire valoir votre position pour l'abrogation de l'article 4 de la loi du 23 février 2005.

Interview

Une fédération ouverte sur les autres communautés

Pour nos lecteurs *Georges Tin, l'un des fondateurs du CRAN (Conseil Représentatif des Associations Noires) répond à des questions récurrentes sur cette fédération.

Si la Fédération traite de la question des Noirs, elle n'est pas constituée que de Noirs ?

C'est une fédération très ouverte sur les autres communautés, on y trouve des Juifs, des homosexuels, des associations féministes... l'argument de repli sur soi et du communautarisme est donc réfuté.

Quel est le but de la fédération ?

C'est un trait d'union entre les populations noires désespérées, exaspérées et les autorités publiques oubliées et dédaignées.

Plusieurs tentatives de fédération n'ont pas abouti : pourquoi celle-ci réussirait ?

Les Noirs ne sont pas moins efficaces que les autres, ils sont seulement plus dominés. Ce qui a manqué, c'est surtout la confiance. Les Noirs

ne se font pas confiance entre eux et il est vrai qu'à l'extérieur, on ne nous facilite pas la tâche non plus. L'aggravation de la situation des Noirs favorise la création de cette fédération dont les membres ont l'expérience de la vie associative.

Que fera concrètement la fédération dans les jours à venir ?

En vue des prochaines élections, nous allons interpellier les candidats et les

responsables politiques car nous ne voulons pas qu'ils fassent une impasse sur la question des Noirs. Nous publierons les réponses ou les non-réponses. Les positions de chacun seront connues de tous afin que chacun vote en connaissance de cause.

* Georges Tin est martiniquais d'origine, ancien élève de l'École Normale Supérieure. Il est professeur de lettres à l'Université d'Orléans. Président de « On Nou Walé » (« allons-y » en français) l'association des antillais et africains homosexuels en France

Les Africains sont délinquants parce qu'ils parlent leurs « patois »

RAPPORT BÉNISTI

Que les communautés françaises d'origine étrangère soient offertes en pâture au grand public par les hommes politiques, rien de nouveau. Quelques exemples: chômage, crise du logement, abîme de la sécurité sociale, gouffre des caisses d'allocations familiales, etc. En 2004, des parlementaires ont innové dans un autre domaine. La théorie développée dans le rapport parlementaire par la Commission Bénisti - présidé par Monsieur Jacques Alain Bénisti, maire UMP de Villiers-sur-Marne, député du Val de Marne - pose pour vraie que « le bilinguisme est le lit de la délinquance chez les populations immigrées. » En d'autres termes, c'est parce que les enfants d'origine immigrée parlent leurs « patois » (sic) qu'ils finissent par tomber dans la délinquance. L'analyse serait fondée sur une théorie qui se prétend scientifique même si aucun des membres de la commission, monsieur Bénisti le premier, ne connaît rien ni au bilinguisme encore moins aux langues africaines. Parler de « gambara » à propos du « bambara »

est bien significatif du degré d'ignorance de l'émetteur. Une courbe, intitulée « Courbe évolutive d'un jeune qui au fur et à mesure des années s'écarte du 'droit chemin' pour s'enfoncer dans la délinquance », trace avec une exactitude aussi mathématique que diabolique le processus de l'entrée en délinquance de l'enfant africain.

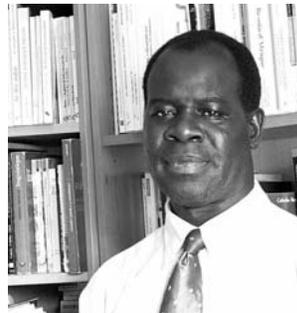
0 à 3 ans: premières années sans problème;

4 à 6 ans: difficultés de la langue + comportement indiscipliné;

7 à 9 ans: accentuation des problèmes de la tranche 4-6 ans + marginalisation scolaire + démission ou non maîtrise de l'éducation des parents + pas d'activités pré ou post scolaires;

10 à 12 ans: aggravation des problèmes de la tranche 7-9 ans + violence à l'école, redoublements des classes + début des petits larcins + conflits parentaux accentués et développement de la marginalisation;

13 à 15 ans: entrée dans la délinquance avec des vols à la tire. Début de la consommation des drogues douces + absences répétées aux cours + toujours aucune activité pré ou post scolaire;



Bernard Zongo, Professeur certifié de lettres, Docteur ès Lettres

16 à 18 ans: consommation de drogues dures + cambriolages + vie nocturne et utilisation d'armes blanches;

19 à 23 ans: entrée dans la grande délinquance + trafics de drogues, vols à main armée.

Cette conception du bilinguisme est en parfaite contradiction avec les recherches universitaires. Un enfant qui possède une première langue - à condition que celle-ci ne soit pas stigmatisée - a plus de facilités à apprendre une deuxième langue qu'un monolingue. En outre, la majeure partie des apprentissages se font entre la naissance et trois ans. Ces observations montrent le caractère arbitraire des tranches d'âge retenues par les parlementaires. Curieusement, ni les langues régionales ni les langues européennes ne sont

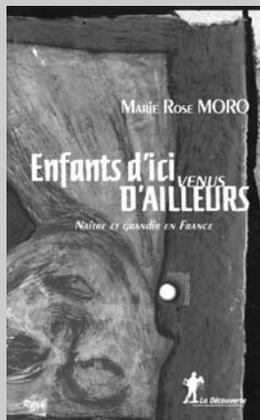
mises en cause. Or toutes les langues européennes ne sont pas données en option à l'école. En revanche l'arabe et nombre de langues régionales sont enseignées officiellement dans les établissements scolaires. Négrophobie ou racisme tout court? Mais les parlementaires français, ceux de la commission Bénisti, n'ont pas à rougir, on a rencontré plus sinistres, plus négrophobes qu'eux. Le pseudo-docteur psychiatre québécois, Doc Mailloux, dans une émission télévisée n'a-t-il pas décrété que les Noirs possédaient congénitalement un quotient intellectuel inférieur aux Blancs? Comme quoi les cendres de l'eugénisme couvent encore quelques braises attisées par des manipulateurs en manque de gloire.

Biographie:

BÉNISTI (rapporteur), octobre 2004, Rapport préliminaire de la commission Prévention du groupe d'études parlementaire sur la sécurité intérieure - Sur la prévention de la délinquance, 60 p. - rapport remis à monsieur le Premier ministre, Dominique de Villepin en octobre 2004.
ZONGO B., 2004, Le Parler ordinaire multilingue - Ville et alternance codique, Paris, L'Harmattan, 284 p.
 Bernard Zongo, Professeur certifié de lettres, Docteur ès Lettres

Marie-Rose Moro

Universitaire et clinicienne à l'hôpital Avicenne a, dans son livre « Enfants d'ici venus d'ailleurs. Naître et grandir en France » abordé la problématique du bilinguisme au sein des familles migrantes. Les résultats des consultations transculturelles effectuées auprès des immigrés et de leurs enfants infirment littéralement le contenu du rapport Benisti. Nous invitons nos lecteurs à lire le livre de Marie-Rose Moro pour se faire une idée de la légèreté du rapport Benisti.



L'Harmattan
 Édition - Diffusion
 5-7, rue de l'École Polytechnique 75005 Paris
 Tél : 01 40 46 79 20 / Fax : 01 43 25 82 03

P.M.E. - P.M.I. Françaises & Européennes

Nous sommes Consultant Libéral
 SPÉCIALISÉ en INTERIM
 JOINT VENTURE
 RECRUTEMENT de COLLABORATEURS
 CADRES - OUVRIERS QUALIFIES

Pour la France & l'étranger

ENVOYEZ VOS DEMANDES ET VOS
 COORDONNÉES A cbcp@micobat.com

Nous prendrons contact avec vous
 Patrice Cayeux 06 10 85 84 12

INTER ACTION

Qui sommes-nous?

Notre association est un mouvement interactif. La diversité culturelle de son équipe est un atout majeur pour l'efficacité de nos actions sur le terrain.

Nous mobilisons diverses compétences au service:

- de la médiation interculturelle
- de la lutte contre la délinquance et la violence dans les quartiers
- de l'aide juridique aux familles
- du soutien aux mères célibataires

Nous accordons un intérêt particulier à la formation des adultes dans notre combat contre la précarité. Nos actions vous interpellent, contactez-nous au: 01 42 63 41 92 ou 06 15 58 82 73

INTER ACTION-Mouvement
 d'Entraide et de Solidarité: 40, rue
 Gauthier 75017 Paris

Emploi des jeunes : ce qui n'a pas fonctionné



Robert Combe, Directeur de la mission locale au Blanc-Mesnil

« Celui qui n'enseigne pas un métier à son enfant en fera un brigand » d'après le talmud. On ne le dira jamais assez, l'emploi reste la réponse la plus pertinente à la misère dans nos cités. Robert Combe, responsable de la mission locale du Blanc-Mesnil nous livre, à la lumière des récents drames dans les banlieues, son point de vue sur ce qui n'a pas bien fonctionné dans la politique pour l'emploi des jeunes. **L'échec des politiques publiques d'emploi...**

On assiste à un échec relatif des politiques d'emploi mises en place depuis les années 80. Les dispositifs doivent

s'inscrire dans la durée. Malheureusement, ils sautent avec l'alternance politique. La loi de la cohésion sociale a le mérite d'avoir tout mis sur la table et de s'attaquer aux problèmes avec une approche pragmatique et simplifiée. Mais entre l'esprit qui a animé le législateur et sa mise en place sur le terrain, il y a toute la moulinette de l'administration qui complique les choses.

Il faut mieux communiquer en direction des jeunes sur les métiers dits pénibles et qui recrutent...

Certains métiers connaissent une tension de l'offre. Les secteurs du bâtiment, du transport logistique, de la restauration, etc. sont concernés.

On parle souvent de la pénibilité de ces boulots. Il est vrai qu'on a beaucoup recruté pour ces métiers au sein de la population immigrée et les jeunes, qui observent l'état physique dans lequel les parents finissent, gardent une mauvaise image de ces métiers, qui ont connu des évolutions, ils se sont mécanisés et sont par conséquent de moins en moins pénibles. Il y a un vrai effort de communication à faire autour de ces métiers pour inciter les jeunes à les accepter. Et des marges de promotion sont réelles, aujourd'hui, au sein de ces métiers.

Propos recueillis par A.S.

Entreprendre

Entreprendre : le point de vue d'AFRIC' Business & Synergie

ENTREPRENDRE. En consultant le « le petit Larousse », nous pouvons lire, entre autre, la définition suivante : « Entreprendre : commencer à exécuter ». Nous interprétons ce terme comme « la mise en action, la mise en mouvement ; en définitive, la mise en marche d'une dynamique de réalisation ». Nous retiendrons tout particulièrement ce dernier aspect de la définition.

Bien entendu, le « nous », désigne ici AB&S. Qui sommes-nous ? Un réseau de professionnels désireux de créer des conditions favorables à la mise en commun de compétences synergique, en vue :

- De mener des actions, à la discrétion des membres, dans les domaines économique et social
- De promouvoir la culture « entrepreneuriale » dans la Diaspora africaine.
- De contribuer à la dynamique de création d'entreprise au sein de la Diaspora africaine et dans le tissu économique en général.

Pourquoi cette vocation et comment a-t-elle germé dans nos esprits ? Nous vous en parlerons plus en détail dans les prochains numéros. Ou bien, consultez notre site www.afric-bs.com. Cependant, en ma qualité de représentant légal de cette association créée en 2003, et régie par la loi de 1901, per-

mettez-moi de vous entretenir brièvement de nos travaux.

Il y a quelques semaines, un quotidien national bien connu rapportait les propos d'un jeune créateur d'entreprise, issu de l'immigration : « l'ascenseur est en panne, j'ai pris l'escalier, j'ai créé mon entreprise, donc mon emploi ». Il s'agit ici, bien sûr de « l'ascenseur social » qui coince sérieusement depuis bientôt une quinzaine d'années. Cette phrase nous rappelle à juste titre, que le « chemin » de la création d'entreprise, n'est pas de tout repos. Pour certains, il peut carrément ressembler à « un chemin de croix ». Il est constitué de plusieurs marches que le créateur doit gravir. Son expérience et la SYNERGIE autour de lui, c'est-à-dire, ses réseaux, sont des facteurs déterminants. C'est à ce stade qu'AFRIC' B&S prend toute son importance.

En 2004, 224.000 entreprises ont été créées en France, dont 80.000 (*) par des femmes. Nous pouvons légitimement nous poser la question de savoir combien d'entreprises ont été créées par les populations issues de l'immigration en général, et par la diaspora africaine en particulier ? Cet indicateur aurait pu nous donner une indication sur le dynamisme économique de notre diaspora.



Ernest MOUSSOKI, Délégué Général
emoussoki@afric-bs.com

Je puis vous assurer que, des créatrices et des créateurs de la diaspora, il y en existe et vous pouvez les rencontrer au sein du réseau AFRIC' BUSINESS & SYNERGY. Elles et ils nous parleront de leurs activités dans les prochains numéros sous cette rubrique. Deux exemples parmi d'autres :

- SABELLA, vêtements traditionnels Africains, création de Madame Seck Batouly. 160 bd Ney 75018 (tel : 01 42 51 88 29). Allez-y jeter un coup d'oeil et parlez-nous en.
- SAGNAMAN Conseil, Marketing et événementiel de spécialités africaines (Sens Afrique). Fondateur, Désiré AMAN - Tel : 06 27 64 42 19. A bientôt dans ces colonnes.

(*) Source : quotidien « Le Parisien » du 10/10/05

L'apprentissage, une voie à explorer

Cantonné aux formations courtes conduisant à des métiers exclusivement manuels, l'apprentissage prépare à des diplômes de tous niveaux, du CAP aux diplômes de l'enseignement supérieur. Sur 450 métiers concernés, plus de la moitié des nouveaux contrats d'apprentissage préparent aux métiers du tertiaire (dans ce secteur, l'apprentissage post-bac représente près d'un tiers des nouveaux contrats). Mais les secteurs d'activité en tension ne sont pas pour autant en reste : on manque de professionnels dans le commerce et la réparation automobile, les métiers de bouche, les transports, l'hôtellerie restauration, la construction et la santé.

Avantage majeur de cette formation, le taux d'insertion : 4 apprentis sur 5 trouvent un emploi à l'issue de leur contrat, avec une probabilité plus grande que les autres étudiants d'être employés à temps plein. Autre atout, l'apprenti est rémunéré, bénéficie d'une couverture sociale comme les autres salariés dès 16 ans et depuis la réforme de l'apprentissage, son salaire n'entre plus dans le calcul des revenus du foyer fiscal auquel il est rattaché.

AKI: Diamé Dansoko, l'âme d'un bâtisseur

Qui a dit qu'on ne pouvait pas réussir en Afrique? Certainement pas Monsieur Dansokho, P.D.G. de l'agence Kewe Immobilier (A.K.I.). Cet entrepreneur sénégalais vient de s'installer en France après avoir connu le succès au Sénégal et il espère que son exemple suscitera des vocations alors « AKI » le tour ?

Mr Dansokho fraîchement installé en France poursuit et affine son sens du « business » dans l'immobilier. Il nous a reçu dans ses locaux parisiens pour nous présenter ses activités.

Vous êtes un entrepreneur qui connaît une réussite exemplaire ?

Le commerce fait partie de ma vie, ma famille est issue du milieu du commerce, c'est une partie de moi-même, que j'ai hérité de mes parents. Mon service militaire m'a été très instructif. L'armée m'a permis de développer mon sens de discipline et de gestion: j'y ai appris à diriger les hommes c'est nécessaire lorsqu'on prétend à la responsabilité d'un entrepreneur.

Qu'est ce qui vous a conduit à l'immobilier ?

J'ai commencé dans l'automobile, je menais une affaire internationale. Je me suis constitué un réseau important. Pour l'immobilier, il est sûr que c'est mon côté bâtisseur qui s'est exprimé. Je voudrais donner un autre visage à l'Afrique, les enjeux du développement sont considérables et l'immobilier est incontournable. Pour que notre continent reparte sur de bonnes bases il faut que chacun y mette du sien et moi j'ajoute ma pierre à l'édifice avec ce que je fais de mieux: j'aime ce que je fais et je me sens l'âme d'un bâtisseur.

Comment jugez vous votre réussite eu égard à l'image catastrophique que les médias occidentaux donne de l'économie de l'Afrique ?



« L'armée m'a permis de développer mon sens de discipline et de gestion »

La réussite n'a pas de rapport avec le milieu d'origine. Pour moi il n'y a pas de fatalité aux choses, si on veut réussir on peut. Pour cela il faut croire en soi et avoir la force d'aller jusqu'au bout de ses convictions.

Pouvez-vous nous dire en quoi consiste votre projet d'une agence immobilière ?

La principale activité de notre agence est la vente de terrains libres au Sénégal. Nous avons des terrains qui sont bien situés, dans des zones non inondables et de qualité. Nous sommes exigeants là-dessus, c'est un investissement à long terme nous ne voulons pas décevoir nos clients. En plus de la vente de terrain nous intervenons si le client le désire dans la construction. Nous disposons d'un réseau immobilier capable de diriger la construction.

L'agence comprend deux autres domaines. L'achat et la location du simple studio pour étudiant à la maison familiale de vacances. Ce service de location est essentiellement utilisé par les diplomates, les vacanciers et les étudiants pour des périodes allant de 10 à 15 jours, ce séjours peut s'étendre jusqu'à un mois maximum.

Quelles garanties avancez-vous pour apaiser les craintes exprimées par la diaspora ?

Ce point est essentiel chez nous. Nous faisons en sorte d'installer une confiance réciproque entre nous et nos clients. Cette confiance passe par la possibilité que le

client a, par une personne déjà sur place, de vérifier la qualité et l'authenticité de ce que nous lui proposons. Nous disposons d'un service juridique très compétent composé de deux éminents collaborateurs, un juriste spécialisé dans les affaires et un avocat.

En ce qui concerne les difficultés financières que tout un chacun peut rencontrer dans sa vie, nous avons mis en place quelques dispositions. Nous travaillons sur l'élargissement de notre agence au Bénin et au Mali. Nous comptons également investir plus en France. C'est important car nous voulons lutter contre la discrimination, l'actualité est là pour nous montrer à quel point nous devons réagir, c'est ma façon d'être actif et de ne pas tergiverser sur la position de la victime. Refuser cet état de victimisation passe par l'action et permettre à la diaspora de disposer d'un toit, est ma manière d'agir.

Propos recueillis par I.M.



Une équipe, un savoir-faire...

LE LAVOIR MODERNE PARISIEN
35, Rue Léon / Paris 18^{ème}
01 42 52 09 14
LMP
ADMINISTRATION - 01 42 52 42 63
TELECOPIE - 01 42 52 44 94
WWW.RUELEON.NET - LMP@RUELEON.NET

Centres de spectacles vivants reflet de la diversité culturelle émergence de cultures croisées anticipation de la mondialisation creuset éclectique de la création



Abonnement - Soutien

Merci de remplir et d'envoyer ce bulletin d'abonnement à: Repères+ Bâtiment Le Continental Centre d'Affaire Paris Nord 93153 Le Blanc-Mesnil Cedex

Madame Mademoiselle Monsieur
Nom - Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Numéro de Téléphone _____

Règlement par chèque à l'ordre de Repères+ Média Service

Autre mode de règlement

Tarif abonnement annuel: 20 euros

Les Églises Évangélistes ont le vent en poupe

La prolifération des Églises évangéliques dans le monde est-elle un signe annonciateur du retour du Christ ou de l'arrivée de l'antéChrist ? Si les pays du Sud sont particulièrement touchés par le phénomène, ceux du Nord, les États-Unis en tête, ne sont point épargnés. En France l'apparition des premières Églises évangéliques libres remontent à 1848. Aujourd'hui, leur présence s'amplifie dans nos villes. Les pasteurs sont de plus en plus originaires des pays du Sud. Dans les lieux de culte où l'affluence des « personnes nées de nouveau » ne cesse de croître, les pasteurs exercent de réels pouvoirs d'influence sur leurs ouailles.

Interview

« On n'a pas besoin d'argent pour aimer Dieu, mais on en a besoin pour le servir »



Yvette Guiro, 34 ans, mère de trois enfants est évangéliste au centre évangélique « Schékina » sis au Blanc-Mesnil. Elle s'est confiée à nous au sujet de sa foi et des questions qu'on se pose sur les Églises évangéliques.

Une femme responsable dans une Eglise, est-ce une tâche simple dans l'exercice d'un ministère ?

Ce n'est pas parce qu'on est une femme qu'on ne peut pas servir le Seigneur. C'est lui qui exerce l'autorité à travers ma personne. Autrement dit, mon statut de femme ne remet pas en cause mon autorité dans mon travail d'évangélisation.

Malgré l'affluence que connaissent les Églises, les critiques fusent pour dénoncer certaines dérives au sein des Églises...

Jésus, lors de son séjour sur terre n'a pas rallié tout le monde à sa cause sinon on ne l'aurait pas crucifié. Et son message est clair. Il est venu pour sauver ceux qui ont faim et soif. Par conséquent, son

message s'adresse aux malades ou aux gens qui ont besoin de spiritualité. Il est normal que ces derniers critiquent les églises.

Mais les Églises sont débordées, parfois par des pseudo pasteurs qui s'autoproclament et ternissent

l'image de votre communauté religieuse...

Dieu a dit que « Ce qu'il n'a pas établi sera déraciné ». La Bible parle aussi des usurpateurs que vous évoquez, elle dit « qu'il y en a qui prêchent pour leur propre ventre ». Mais prenons garde contre tout jugement ou toute tentative d'arrêter quelque chose qui est de Dieu. Si une œuvre n'est pas de Dieu, elle s'arrêtera toute seule.

Les Églises évangéliques constituent un courant du protestantisme. Elles prônent un retour à la simplicité de l'Évangile primitif, en s'allégeant des pesanteurs de la tradition. Les membres de ces communautés chrétiennes affirment leur volonté de s'en tenir à la seule autorité de l'Évangile et se distinguent ainsi de l'Église catholique romaine.

En France, elles sont regroupées au sein de la fédération évangélique de France, créée le

Certaines Églises font du « business » aussi...

Tout ce qui fonde le principe de l'entreprise ou de l'entreprenariat se trouve dans la Bible. Dieu a établi le principe de la semence et de la récolte dans Genèse 8.22. L'Évangile qui est à l'origine de ce concept doit également l'utiliser pour atteindre ses objectifs, pour toucher les gens. Une firme comme Coca-Cola utilise ce même principe pour développer ses affaires. Elle le fait en investissant énormément dans la communication et la publicité pour être présente partout. On n'a pas besoin d'argent pour aimer Dieu, mais on en a besoin pour le servir.

Et la dîme s'impose donc aux fidèles comme une ordonnance divine non négociable...

Avez-vous le choix de payer ou non vos impôts ? La dîme existait avant l'impôt, elle permet de faire face à des besoins divers mais réels de l'église.

Quelle réponse palpable apporte l'Évangile face à la désolation humaine ?

22 mars 1969. Mais plusieurs églises ne sont pas membres de cette fédération qui compte près de 208 églises (selon l'annuaire évangélique, G. Dagon, édition 1993). Historiquement, les principales Églises évangéliques sont : les Églises congrégationalistes, les Églises anabaptistes et baptistes, les Églises méthodistes, les Quakers, les Pentecôtistes, les Églises indépendantes locales, l'Armée du salut...

L'Évangile est la parole de Dieu. Il répond à toutes les questions que se pose l'homme. Pour qu'un appareil fonctionne bien, il faut son mode d'emploi. De même l'homme a besoin pour son bien-être, du mode d'emploi que représente la Bible. Lorsque les individus fonctionnent sur les principes de l'Évangile et celles que soient les difficultés, ils ont de la maîtrise et ne brûlent pas les voitures, pour prendre un exemple relatif à l'actualité.

Propos recueillis par A.S. et par S.M.

Repères +

Bimestriel d'information

Édité par l'association Repères-Identités
Administré par Repères + Média service.

Repères-Identités

Centre d'Affaires Paris Nord
93153 Le Blanc-Mesnil cedex
repères.identit@wanadoo.fr

Tél. : 01 48 67 43 15

Président : A. Hervé

Vice-Président : I. Diallo

Secrétaire : A. N. Ndiaye

Directeur de Publication : S.P. D'Almeida

Responsable de la communication

S. Mbengue

Rédaction

Directeur de la rédaction : S.P.
D'Almeida

Correspondants : Issa Diakité,
Ont collaboré dans ce numéro :
Louis Mohamed Seye, Lozes Patrick,
Saliou Diallo, Ibrahimia Massoudi

Maquette : S. Mbengue

Maquettiste : lemaquetiste.com

Repères+ Média Service

SARL Siret 479143448

Conseil d'Administration

J. Salvator, E. Beda, A. Hervé

Service commercial : 01 48 67 43 15

Fabrication :

ISL-280, rue Bessmer - 60100 Creil

Tél. 03 44 64 13 95 - ISSN: 1773-39521

Bonne
année
2006



Tous mes vœux aux lecteurs de Repères+ et les espoirs d'une France « universelle », d'une volonté de vivre ensemble autour d'une histoire partagée qui ne soit pas « officielle ». Que cette nouvelle année voit la fin des querelles malheureuses autour de l'amendement à la loi du 23 février 2005. Que 2006 soit également l'année de la première véritable commémoration nationale de l'abolition de l'esclavage comme le propose le rapport du Comité pour la mémoire afin que la République rassemble tous ces citoyens dans la reconnaissance de ses parts d'ombre...

Jacques SALVATOR, Membre du Conseil d'administration de Repères+



PREMIUM LIBERAL INSTITUTE

Assurances - Financements et immobilier
Tous types d'assurances

Des solutions de crédit pour tous vos projets
Des financements immobiliers aux meilleurs taux
Siège Social 46-48, rue Bichat - 75010 Paris
Tél.: 01 42 45 91 44 - Fax: 01 42 45 91 47

Pensez à investir dans l'immobilier au Sénégal



PARIS / DAKAR

Notre équipe met à votre disposition ses compétences et sa réactivité.

10 rue Pierre Picard - 75018 Paris
M° Barbès ou Anvers
Téléphone : 01 55 79 00 95
Portable : 06 99 25 92 24



Points de vente: AUCHAN MELUN 77 • AUCHAN BAGNOLET 93 • CORA MASSY 91 • CORA ERMONT 95 • CORA GARGES 95 • LECLERC GRIGNY 91 • LECLERC FOSSES 95 • LECLERC GONESSES 95 LECLERC VILLE PARISIS 77 • GALERIES LAFAYETTE PARIS Hausmann 75

Découvrez les boissons Moriba!



Restaurants

Le Cornel's

110, rue Marceau - 93100
Montreuil
Métro Robespierre ou RER A
Vincennes
Spécialités antillaises

FIFA

16, rue Joseph Dijon - 75018
Paris
Tél.: 01 42 51 09 01
Spécialités bénino-togolaise

Gourmets d'Afrique

28, bd Saint-Martin - 75003
Paris
Tél.: 01 42 76 02 07
Spécialités camerounaises

Jungle Montmartre

32, rue Gabrielle - 75018 Paris
Métro Abesses
Jungle food jusqu'à 1h

Au Grenier du Village

Cuisine traditionnelle
africaine au charbon de bois
Tél.: 01 43 87 20 17
3, rue Capron - 75018 Paris
Métro: Place Clichy
Ouvert: midi et soir

Au Village

Spécialités africaines
« Label trois étoiles en brousse »
Tél.: 01 43 57 18 95
86, avenue Parmentier
75011 Paris
Métro: Parmentier

Soutiens et partenaires de Repères+

Amicale Garde Malades 93

Services et soins à domicile
6, passage du Saint-Michel-
du Degré - 93000 St-Denis
Tél.: 01 42 43 00 30

A.F.I.P (Afric Insertion)

Favoriser l'intégration pro-
fessionnelle. 139, rue des
Pyrénées 75020 Paris -
Tél.: 0143 70 03 58- Fax:
01 43 70 12 41
www.afip-asso.org

Belgo Malienne

Fret international
15, rue Villebois Mareuil
93300 Aubervilliers
Tél.: 01 48 11 09 64 06

Benkadi

Séjours itinérants au Mali.
Bamako, Kita, Ségou et
Djenné
Tél.: 01 44 93 94 89
ou 06 67 20 72 87

Interaction - N. Dramé

Passage Ramey 75018
Paris.

Tél.: 06 60 26 49 51

F.N.A.F.A

16, rue du Révérend Père
Aubry - 94120
Fontenay-sous-Bois
Tél.: 01 48 75 56 20

F.E.M.R.U

(Femmes et Enfants en
milieu Rural et Urbain)
Médiation sociale et fami-
liale.

BP 10 - 6, allée Hélène
Boucher - 93270 Sevran -
Tél.: 011 49 36 92 87 -
femru@caraimail.com

Association Inter-Chance

Cours d'alphabétisation
Possibilité de cours à
domicile. 1, place du Front
Populaire - 77186 Noisiel
Tél.: 06 10 48 05 71

ANCP.M.

Keita Mamadou
Mission Itinérante Médi-
cale d'Afrique (MIMA)
Association panafricaine,

passerelle entre l'Europe et
le continent africain pour
un transfert de technologie
médico-chirurgicale
Tél.: 01 48 39 98 97
ou 06 07 13 16 80
e-mail: mimaasso@yahoo.fr

Poissonnerie Parivic

S. Lohoré - MC Cosmé-
tiques et coiffure
Maria Cosmétiques
Produits de beauté et
coiffure mixte - 27 Galerie
Surcouf (C.C. Galion).
93600 Aulnay Sous Bois -
Tél.: 01 48 79 32 29

CSD

89 - 95, rue de Flandre
75019 Paris

Plateforme d'insertion

multiservice - 119 (PIM)
Galerie Surcouf (C.C.
Galion). 93600 Aulnay
Sous Bois -
Tél.: 01 48 79 8318

Saint
Denis

Repères+
Soutenez et
abonnez-vous
au journal

Numéro soutenu par la Ville de Saint-Denis